

## II. PROGRAMME DE GOUVERNEMENT DU MORENA, NOVEMBRE 1982

### PRÉAMBULE

La faillite politique, économique et sociale du régime personnel, autoritaire et usé du Président actuel n'est plus à démontrer. C'est pourquoi le Mouvement de Redressement National, conscient de sa responsabilité historique, a élaboré ce programme pour répondre aux aspirations urgentes et légitimes du peuple gabonais pour une plus grande justice sociale, un bien-être matériel, plus de liberté et de démocratie politiques, et pour une mise en valeur des cultures nationales.

Fort aujourd'hui de l'appui massif de la grande majorité des citoyens, le Mouvement de Redressement National est convaincu que les diverses attentes des Gabonais ne peuvent être satisfaites par l'actuel régime, et exige en conséquence :

1. La reconnaissance légale immédiate du Mouvement de Redressement National et subséquemment l'abrogation de la Constitution dans son Titre II stipulant la prééminence constitutionnelle du Parti Démocratique Gabonais, parti unique.
2. L'organisation dans les deux mois qui suivront la reconnaissance du MORENA, des élections présidentielles et législatives libres et démocratiques, afin que le peuple gabonais, rejetant désormais le Parti Unique, puisse se prononcer librement sur ses choix politiques et sur son avenir.

Au cours de la campagne électorale précédant ces élections, le Mouvement de Redressement National sollicitera auprès du peuple gabonais un contrat de gouvernement transitoire de 3 ans au cours desquels il préparera les conditions nécessaires à l'établissement d'un système politique démocratique.

Le Mouvement de Redressement National se donne aussi une vocation mondialiste. Car si le Gabon se doit d'abord de maîtriser son destin, c'est pour mieux s'ouvrir au monde : seul un Gabon fort et indépendant, prospère, socialement intégré et politiquement garanti par des institutions sûres et adaptées aux réalités gabonaises, pourra être d'une plus grande contribution aux côtés de toutes les forces de progrès luttant à travers le monde contre le sous-développement, l'apartheid, le racisme, le colonialisme et le néo-colonialisme, l'impérialisme et le totalitarisme.

## PROGRAMME DE GOUVERNEMENT TRANSITOIRE

### I. SUR LE PLAN POLITIQUE

#### A. *Politique intérieure*

##### *actions immédiates*

— Assurer la continuité du fonctionnement des institutions de l'État.

— Empêcher les « règlements de comptes » en apaisant les tensions et frustrations sociales nées de la situation actuelle d'injustices et d'inégalités sociales. Assurer la protection de tous les Gabonais et étrangers résidant au Gabon.

— Permettre la pleine jouissance des Libertés fondamentales de l'homme reconnues par la Constitution gabonaise dans son préambule et principalement dans son Article I.

— Mettre en place une commission spéciale chargée de la révision de la Constitution et qui proposerait, après consultation de tous les citoyens, des mesures nécessaires et adéquates pour :

l'instauration d'un système politique démocratique,  
la construction d'une véritable unité nationale.

— Organiser :

un référendum populaire pour l'adoption de la nouvelle Constitution,

au terme du contrat de 3 ans signé avec le peuple, des élections présidentielles et législatives avec la participation des candidats de tous les partis politiques légaux.

#### B. *Politique extérieure*

##### *actions immédiates*

— Politique de bon voisinage et de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États.

- Politique de non-alignement et de coopération internationale.
- Respect des accords et conventions signés avec les autres États.
- Protection des biens et des personnes étrangères établies au Gabon.
- Développement de la coopération régionale et dynamisation de l'OUA.

## II. SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE

### 1. *actions immédiates*

- Mise en place d'une Commission Spéciale chargée d'établir un bilan objectif et rigoureux de la gestion du précédent régime et un inventaire exhaustif du patrimoine national.
- Assainissement de la gestion financière par la création d'un organisme autonome de vérification générale chargé de lutter contre les détournements et le gaspillage des deniers publics.

### 2. *actions à moyen et long terme*

- Organisation d'une économie intégrée et concertée.
- Réalisation du plein emploi des capacités humaines et naturelles.

## A. *Agriculture-Élevage-Eaux et Forêts*

### 1. *actions immédiates*

- Définition d'une politique agricole permettant un approvisionnement abondant et régulier des marchés dans les plus brefs délais. Ce qui supposerait :
  - des aides substantielles aux producteurs : formation rapide et encadrement ; prêts et crédit agricole...
  - une collecte efficace et régulière de tous les produits agricoles et un meilleur circuit de distribution.
- Développement de la pêche et de la pisciculture, avec un objectif d'un étang « pilote » par village de plus de 100 habitants dans un délai de 2 ans.
- Protection de la faune et de la forêt, avec une action urgente de reboisement systématique.

### 2. *actions à moyen et long terme*

- Mise en place des commissions chargées d'étudier et de proposer les mesures nécessaires :

- pour le regroupement de paysans sur les terrains appropriés en créant ainsi de véritables villes rurales, après une sérieuse étude sociologique et pédologique du milieu et une large campagne de sensibilisation ;
- pour le développement unifié de l'agriculture, la vieille distinction entre les cultures vivrières et celles d'exportation ne correspondant plus à l'évolution contemporaine du marché international. A travers cette unification de l'agriculture, nous obtiendrons :

- a) une concentration de tous les efforts nationaux sur une plus grande production destinée prioritairement à la consommation intérieure, et le surplus étant destiné à l'exportation ;
- b) un inventaire des diverses espèces culturales de nos forêts pour une sauvegarde des espèces rares, et une promotion internationale des produits gabonais encore inconnus sur le marché mondial ;
- c) une recherche de produits alimentaires locaux pouvant se substituer positivement aux onéreux produits importés. Nous obtiendrons ainsi une définition locale de nos habitudes alimentaires.

— Création des Offices par espèces courantes et rares, qui seraient chargés de l'inventaire, de la recherche scientifique, de la production artisanale et industrielle, de la promotion et de la commercialisation.

## B. *Les Industries*

### 1. *actions immédiates*

- Inventorier toutes les potentialités industrielles.
- Susciter et encourager l'esprit d'entreprise chez les Gabonais par la facilité de crédit, la formation et l'encadrement...
- Promouvoir immédiatement des PME à capitaux gabonais et notamment dans les secteurs de base : alimentation, mobilier et construction, habillement et artisanat...

### 2. *actions à moyen et long terme*

- Mise en place d'une politique d'industrialisation rationnelle et territorialement équilibrée.
- Promotion dans le cadre de l'industrie forestière, d'une meilleure utilisation de la forêt par la transformation du bois en produits plus élaborés et l'utilisation maximum des essences dites secondaires pour la fabrication des meubles et des maisons préfabriquées.

— Harmonisation d'une industrialisation au sein de l'UDEAC.

### C. Le Commerce

- Le commerce intérieur

  - actions immédiates*

  - Lutte contre l'anarchie des prix.
  - Organisation de circuits commerciaux intérieurs par une incitation à l'accès au crédit par les nationaux.
  - Dynamisation des Caisses de stabilisation.

- Le commerce extérieur

  - actions immédiates*

  - Rééquilibrage de la balance des paiements.
  - Priorité donnée à l'importation de produits de première nécessité. Pour effet de dissuasion, il sera instauré une taxation particulière sur des produits et des habitudes de luxe.

### III. SUR LE PLAN DE LA REDISTRIBUTION SOCIALE

#### A. La Santé : le droit à la santé

  - actions immédiates*

  - Retour à la gratuité effective des soins et des médicaments pour tous les citoyens comme aux premières années de l'indépendance.
  - Amélioration et multiplication des hôpitaux et des dispensaires.
  - Amélioration des conditions de travail et de logement.
  - Accroissement et meilleure répartition territoriale du personnel hospitalier.
  - Redynamisation de la Médecine Préventive.
  - Encouragement et réglementation de la Médecine et de la Pharmacopée traditionnelles.

#### B. L'Éducation et la Recherche scientifique

  - I. actions immédiates*

  - Retour à la gratuité effective de l'enseignement et des fournitures scolaires sur toute l'étendue du territoire comme aux premières années de l'indépendance.
  - Suppression immédiate de l'école à mi-temps. Et pour cela, construire le nécessaire de classes et d'écoles afin de réduire la surcharge et passer de la moyenne actuelle de 120 élèves par classe pour les C.P. à une plus supportable de 25 à 30 élèves.
  - Recrutement, formation et encadrement des enseignants à tous les niveaux.

- Création des cantines scolaires.
- Construction à l'échelle nationale de crèches et de jardins d'enfants.
- Réorganisation d'un réseau bien desservi de transport d'élèves à l'échelle nationale.
- Définition rigoureuse d'une politique d'orientation et de placement.
- Affectation rationnelle et objective des bourses d'études et stages, ainsi que leur revalorisation et garantie.

*2. actions à moyen et long terme*

- Mise en place d'une commission d'études sur un projet d'école adaptée aux réalités gabonaises.
- Priorité à la recherche appliquée en agriculture.
- Recherches pétrolières, géologiques et minières.
- Dynamisation des recherches sociologiques, anthropologiques, linguistiques et culturelles...

*C. Diverses mesures sociales*

*actions immédiates*

- Revalorisation de l'ensemble des salaires, avec un effort particulier en faveur des bas salaires.
- Extension et augmentation des prestations sociales à tous les citoyens : salariés, non-salariés, paysans et chômeurs, orphelins, veuves et veufs, retraités, handicapés et indigents...
- Suppression d'impôt pour les catégories sociales les plus défavorisées.
- Mise en place d'une réglementation de l'indemnisation des sinistrés.

IV. SUR LE PLAN DU TRAVAIL, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

*A. Travail et Formation Professionnelle*

*actions immédiates*

- Mise en place d'une commission d'études chargée de proposer des mesures nécessaires pour la création de syndicats libres, garantissant la liberté et l'autonomie syndicales.
- Généralisation des conventions collectives et renforcement du rôle des délégués du personnel et des délégués syndicaux.
- Multiplication des écoles et des centres de formation professionnelle.

B. *Fonction Publique*

*actions immédiates*

— Mise en place d'une commission spéciale chargée d'étudier et de proposer des mesures nécessaires pour un fonctionnement dynamique de la Fonction Publique.

— Abrogation de l'Article 21 de la Constitution permettant au Président de la République de nommer n'importe qui à n'importe quel poste.

— Élaboration d'une liste rigoureuse de fonctions non cumulables.

— Attribution des postes et des responsabilités en fonction de la compétence et des diplômes. Utilisation rationnelle des cadres et des agents.

— Redéfinition du Statut de la Fonction Publique.

— Formation et recyclage des agents à tous les niveaux.

V. SUR LE PLAN DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'INFRASTRUCTURE

*actions immédiates*

— Mise en place d'une commission chargée de proposer les conditions de faisabilité :

- de la construction d'un réseau routier et fluvial desservant la totalité du territoire national ;
- de l'extension du réseau de distribution de l'électricité et de l'eau courante à l'échelle nationale.

A. *Habitat et Urbanisme*

*actions immédiates*

— Priorité au logement social avec un objectif dans les meilleurs délais d'une maison par famille.

— Révision, réexamen et redéfinition des attributions des titres fonciers en vigueur.

— Attribution des titres fonciers en fonction des besoins des familles.

B. *Tourisme*

*actions immédiates*

— Développer un tourisme de masse au bénéfice des Gabonais en priorité pour sceller l'unité nationale par l'échange entre les citoyens de différentes provinces, cultures et catégories sociales. Pour ce faire, il faudra encourager la construction de motels...

— Développer un tourisme régional avec tous les pays de l'Afrique centrale.

## VI. SUR LE PLAN DE LA JUSTICE

*actions immédiates*

- Rendre le pouvoir judiciaire indépendant.
- Rendre tous les citoyens égaux devant la loi quel que soit leur rang social.
- Suppression de la Cour de Sûreté de l'État et de toutes les juridictions d'exception.
- Mise en place d'une commission d'études chargée de l'élaboration d'un code civil et pénal gabonais.

## VII. SUR LE PLAN DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

*actions immédiates*

- Instauration d'un service national obligatoire.
- Réintégration dans leurs corps de tous les personnels détachés aux emplois civils.
- Harmonisation du recrutement et de la formation de l'ensemble des Forces de sécurité : Armées, Gendarmerie, Police, Garde Présidentielle, Sapeurs pompiers...
- Redéfinition du rôle et des tâches des différents corps des Forces de sécurité nationales
- Formation et recyclage du personnel militaire.
- Revalorisation des traitements des officiers subalternes, sous-officiers et hommes de troupe.
- Amélioration des équipements militaires : armements, casernes, terrains d'exercice...
- Réconciliation des Forces de sécurité avec la Nation en leur confiant des tâches d'intérêt national.

Tel est le programme de transition que nous proposons au peuple gabonais. Nous le pensons original et réalisable. Mais compte tenu de l'important effort de rigueur et de participation que sa réalisation exigera de tous les citoyens et de tous les amis du Gabon, nous sommes profondément convaincus que nous seuls sommes capables de mener à bien cette entreprise. Seul un pouvoir neuf, regroupant des citoyens politiquement intègres, saura mobiliser les Gabonais. Et pour réussir, le Mouvement de Redressement National aura toujours présent à l'esprit le vieux conseil selon lequel « il y a trois principes en politique : premièrement, expliquer ; deuxièmement, expliquer ; troisièmement, expliquer ».

Le MORENA vaincra !